

	<p><u>Julien Dourgnon</u> ISBN 978-2-36383-220-7 Date de parution le 9 février 2017 / 128 p., 12 euros</p> <p>En coédition avec l'Institut Veblen</p> <p>Un revenu mensuel garanti pour tous, de la naissance à la mort, sans aucune contrepartie... Une incitation à la paresse ? Une idée généreuse mais inapplicable ? Non : la meilleure des solutions, dans un contexte de crise, pour garantir une continuité d'inclusion sociale et réduire les inégalités.</p> <p>Inscrit dans la dynamique d'évolution du salariat capitaliste, le revenu universel n'est ni un dispositif d'assistance ni un outil de simplification. Il constitue un autre mode de répartition de la richesse produite, dans une économie largement dominée par les machines numériques, où la précarité s'accroît et où le retour de la croissance apparaît peu probable et peu souhaitable.</p> <p>Justement parce qu'il est universel, un tel revenu est pourvoyeur de liberté et d'estime de soi, là où les allocations de solidarité renforcent le sentiment d'exclusion, voire de honte.</p> <p>Réforme fiscale, glissement progressif des outils actuels, création de monnaies complémentaires... L'auteur examine les différentes hypothèses de financement du revenu universel. Et met au jour son puissant potentiel de transformation de la société.</p> <p>http://www.lespetitsmatins.fr/collections/revenu-universel-pourquoi-comment/</p>
---	---

Fondation Jean Jaurès <https://www.youtube.com/watch?v=Ws3TlO3g9eg&feature=youtu.be>

BFM <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/nicolas-doze-les-experts-12-3001-908571.html>

Quelques extraits pour donner l'envie de lire...

Page 11 : L'hypothèse que nous développons ici est que le revenu universel (RU) est intrinsèquement lié à la mesure de la valeur économique (Qui crée de la valeur et comment ?) et à sa distribution au sein de la société (comment répartir cette valeur ?) dans le cadre du salariat capitaliste.

Plus précisément, le salariat tel qu'il fonctionne aujourd'hui constitue un ensemble de normes, de règles et de régulations inadaptées pour rendre compte de la création de valeur et en assurer une répartition satisfaisante.

Page 13 : Aux prises avec les déséquilibres du marché du travail, l'individu a beaucoup perdu de son pouvoir de choix et de négociation.

Nous réussissons donc toujours à repousser les frontières de la production, mais nous échouons à transformer cette réussite en gain d'émancipation et en espérance collective...

Page 14 : L'acte *révolutionnaire* du RU est de lever le monopole de l'emploi sur la distribution des revenus primaires issus de la production...

Dans une économie largement dominée par les machines électronique et numérique, le développement de la production repose sur la capacité des individus à s'informer et à créer.

Page 15 : Xavier Timbeau, économiste « *Au moment où le salariat paraît à son maximum de capacité à organiser la société par l'équilibre entre droit et subordination, le futur nous annonce un assaut formidable sur les droits.* »

La crise, que beaucoup supposent être celle des quantités -de niveau de production et de consommation, du nombre d'emplois à partager, etc.- serait donc, en fait, une crise qualitative révélant notre incapacité à adapter la distribution du revenu et l'organisation collective du travail à cette nouvelle donne.

I – Nous avons réussi et pourtant nous échouons

Page 20 : La croissance de la production couplée au ralentissement de la croissance démographique éloigne ainsi la crainte de ne pouvoir satisfaire les besoins élémentaires des nouveaux arrivants.

Page 21 : Cette hausse de la pauvreté, dans un contexte général d'enrichissement, traduit en réalité la lutte pour le partage de la production, et son inégale répartition au sein de la société.

Page 22 : L'aspiration aux loisirs s'étend et se voit légitimée par la hausse constante de la productivité... En France, en moyenne chacun consacrait près de 2 300 heures par an à son travail en 1950, contre seulement 1450 heures en 2015.

Ainsi, dans les années 1910, chacun pouvait espérer vivre en moyenne 100 000 heures non travaillées contre environ 400 000 aujourd'hui.

Nous avons réussi (et nous réussissons encore) et pourtant nous échouons à remplir la promesse d'une société en partie libérée de ses contraintes matérielles, capable d'émanciper les individus.

Page 24 : Avec l'industrialisation et l'adoption d'un nouveau cadre juridique, la force de travail devient échangeable sur un marché et à proprement parler une *marchandise*.

Dans la société salariale, l'usage de la *marchandise travail* donne lieu en contrepartie au versement d'un salaire (revenu dit primaire car directement issue de la production).

Le fait de participer ou non à la production conditionne le statut social et comptable de chacun : est dit *inactif* l'enfant ou la personne âgée, *actif* celui qui peut participer à la production ; est dit *actif occupé* le salarié, *chômeur* celui privé d'emploi.

La principale innovation de la société salariale demeure l'invention de la protection sociale. En effet, le contrat de travail laisse le travailleur démuné face aux risques de la vie.

Page 26 : En assurant tout le monde contre les risques sociaux, la protection sociale agit comme un puissant levier de redistribution des richesses.

Page 27 : Force est de constater que nos sociétés ne traversent pas une *crise*, mais sont en pleine mutation, une mutation masquée par la hausse continue du progrès des techniques, de la productivité et de la production.

Ainsi la forme conventionnelle du travail (assimilé à l'emploi), l'affaiblissement des institutions salariales (les instances de la protection sociale et les syndicats) et la réduction de l'accomplissement de soi à l'accumulation matérielle n'offrent plus de perspectives de progrès.

Page 31 : Le chômage involontaire désigne une pathologie sociale. A fortiori, s'il est de masse, il ne peut être accidentel et provisoire.

Le taux de mortalité d'un chômeur serait 3 fois supérieur à celle d'un actif occupé (étude de l'Inserm).

La société ne peut sortir indemne d'une exclusion prolongée d'un nombre important de ses membres

Page 33 : La société salariale est devenue à rebours de sa promesse initiale, une gigantesque machine à exclure.

Page 34 : La norme salariale, à savoir le CDI, qui permet de troquer la subordination contre une forme de sécurité, s'érode.

Page 35 : Comme le dit l'économiste Philippe Askenazy, *les précaires sont devenus la nouvelle armée de réserve du capitalisme postindustriel*.

Page 36 : La société salariale désaffilie de l'emploi, totalement ou partiellement, un peu plus de 30 % de la population active en France, et 23 % en Europe.
La vraie rareté n'est plus la production mais l'emploi.

Page 37 : La crise de la société salariale porte donc en germe la désunion sociale et politique.

Page 38 : La société salariale se retrouve donc coincée dans un curieux dilemme : la hausse de la productivité répond à l'impératif collectif d'éloigner la rareté matérielle, mais tend à raréfier l'emploi.

Page 40 : Historiquement, le progrès technique visait à rendre l'homme plus productif. Désormais, il s'agit moins de l'outiller que de se substituer à lui dans le processus de production.

Boutade : « *Si tu fais deux fois la même chose, demande toi si un ordinateur ne pourrait le faire à ta place.* »

P 42 : La montée en puissance, lente mais réelle, d'un *cybertariat* accroît donc la concurrence entre salariés à l'échelle internationale et rend un peu plus poreuses les frontières traditionnelles de l'entreprise.

Si la société capitaliste et salariale ne connaît comme remède que la croissance pour assurer son équilibre social et politique, nous avons davantage de raison de craindre son dépérissement que de croire à son rétablissement durable. Car, au maintien d'un sous-emploi traumatisant, s'ajoute une aggravation structurelle des inégalités, dont les classes moyennes seront les prochaines victimes.

Page 44 : La numérisation de l'économie exerce une pression à la baisse sur la plupart des salaires dans le partage des gains.

L'ajustement de l'économie se réalise donc par une diminution des salaires et par la hausse du chômage.

Page 46 : En 2010, près d'un diplômé post-bac sur trois est en situation de déclassement... Il existe donc une *sous capacitation* d'une frange de la jeunesse, dont les compétences, les désirs et les aspirations ne trouvent plus les moyens de s'exercer dans l'emploi.

Comme le faisait remarquer André Gorz, et plus récemment Bernard Stiegler, le travail assimilé à l'emploi perd à la fois de sa substance et de son sens.

Page 48 : L'accroissement de la consommation globale n'est pas une option dans la société : elle est un impératif de stabilisation du circuit économique.

L'homme salarial est donc entièrement accaparé par deux fonctions liées : produire et consommer...

Si la consommation peut libérer, le consumérisme est un ordre social subtilement déguisé et appuyé par une industrie mondiale du marketing représentant 700 milliards de dollars par an.

Dans la langue des biens, l'accès à la nouveauté est plus que jamais l'expression sémiotique d'une résistance au déclassement social.

Page 50 : C'est dans la dynamique du capitalisme salarial, de ses crises et de ses limites physique et symbolique, que s'inscrit le revenu universel... Le RU, dont il est question ici, s'entend davantage comme une réponse à l'affaiblissement du salariat capitaliste et de ses régulations.

II - le revenu universel : un vecteur de transformation

Page 55 : Le RU est un revenu versé chaque mois, à tous les résidents d'un même territoire en situation légale de leur naissance à la mort. Il constitue donc un socle de revenu égalitaire et garanti...

Notre hypothèse est que verser *a priori* une part de la richesse nationale -inconditionnellement et universellement- est de nature à transformer le salariat capitaliste dans son ensemble, c'est-à-dire d'en modifier le cadre même ainsi que ces conventions... Le RU est prélevé sur le PIB du pays, c'est-à-dire la production marchande et non marchande réalisée par la société salariale.

Page 58 : L'acte transformateur du RU est donc de garantir à chacun un accès de base à la monnaie, sans retirer pour autant au salariat sa fonction distributive de revenus : le RU ne fait que lui ôter son monopole. Dans une société évoluée, le travail pénible doit être correctement rémunéré, contrairement à ce qu'il en est actuellement.

Page 59 : La détérioration du salariat capitaliste engendre de l'exclusion et une précarisation destructrice de l'estime de soi... Il ne peut y avoir d'estime de soi sans une affiliation positive extérieure, qu'elle soit concrète (être au travail) ou symbolique (par de la considération)...

En effet, si le RU est conçu dans une logique d'assistance, il perd de sa neutralité sociale et devient un marqueur négatif.

Page 60 : La protection sociale française mélange deux logiques : l'une dit du *welfare* qui associe des droits sociaux (la retraite, la santé, etc.) au travail salarié ; l'autre dit du *welfare* fondée sur l'identification des besoins et la mise en œuvre par l'État de prestations financées par l'impôt.

Page 62 : Sa puissance (RU) symbolique est déterminante pour éviter de lier un soutien matériel légitime à une relation symbolique, souvent désastreuse pour son bénéficiaire et la société tout entière.

Page 65 : Plus le revenu de l'individu ou du ménage est faible, plus le point matériel et symbolique du RU est fort ainsi que le degré de liberté vis-à-vis du marché du travail.

Page 66 : Si, comme le suggèrent les tenants de la *valeur travail*, souvent rebutés par l'idée d'un revenu universel, le travail est source de satisfaction, alors il n'y a pas à s'inquiéter ! Pourquoi des individus autonomes et plus libres renonceraient-ils à des activités gratifiantes ?

Page 69 : Il s'agit de nommer ici ce que pourrait être non pas un basculement brutal, mais un processus de transformation de l'organisation collective du travail.

Page 70 : La promesse du salariat capitaliste étant de distribuer les gains du progrès technique en temps libéré ou en pouvoir d'achat, la réduction moyenne du temps de vie consacrée à l'emploi est une nécessité logique confirmée par les chiffres : entre 1980 et 2014, le PIB a crû de 99%, tandis que le volume d'heures de travail a diminué de 3%.

Page 72 : C'est là l'innovation majeure du RU que de dédoubler le revenu primaire en deux canaux de distribution : l'un, social et non marchand, dépend de la production économique du pays et forme le RU ; l'autre, majoritairement privé et marchand, s'opère via le marché du travail et forme le salaire.

Page 73 : Le RU implique un changement fiscal et social bien plus lourd à mener que celui engendré par la RTT, sauf à introduire un RU d'un montant très modeste, destiné à monter en puissance au fil du temps.

Le RU en retirant au salariat son monopole sur la distribution des revenus primaires, reconnaît la valeur économique et sociale du temps hors de l'emploi.

Page 77 : Les dispositifs de protection sociale, destinés à pallier l'absence d'emploi, agissent alors comme des pièges qui se referment sur leurs bénéficiaires.

Page 79 : Le salariat capitaliste assimile le travail à l'emploi, et la production à la création de valeurs d'échange... C'est pourquoi ce régime n'admet que deux catégories du temps : le travail et le loisir, le second se définissant comme le négatif du premier –le temps de loisir est un temps de non-travail...

Ainsi se justifie ce postulat : étant le seul à donner lieu à une production, l'emploi est également le seul à offrir un accès aux revenus. Tout le reste est oisiveté.

Page 80 : Parallèlement, le respect des objectifs écologiques est impossible à atteindre sans modération générale de la production et de la consommation... Aussi, il importe de se demander comment ce temps libéré par le progrès technique pourrait devenir socialement actif, *plein*...

Les activités qui ne sont pas destinées à être échangées sur un marché se voient refuser le statut productif. Aussi utiles et bienveillantes soient-elles, elles demeurent formellement un *non-temps* de production.

Page 83 : Il est donc clair que le salariat ne reconnaît qu'une seule division du travail, celle qui est organisée par le marché...

Page 84 : Jean-Marie Harribey : « *Un revenu distribué en monnaie exige une validation collective, que ce soit par le marché ou par la collectivité à travers une décision politique.* »

Page 87 : De fait, les gains généralement issus des progrès de la technique, censés bénéficier à une large frange de la population, sont en fin de compte réservés à une minorité.

Page 88 : Le système universel opère donc un large transfert de revenus (dit *vertical*) des plus riches vers les plus pauvres. Il peut en être de même avec un RU. Tous en sont les bénéficiaires, mais les mieux notés en seront les principaux financeurs.

Page 89 : Le but du RU, faut-il le rappeler, est de verser à la société sa juste part sur la valeur économique produite...

En réalité la richesse a toujours été produite collectivement et privatisée par ceux qui en avaient le pouvoir : la classe des possédants.

Page 90 : La production marchande est donc en partie une production sociale.

Or, dans une société où le travail est de plus en plus fondé sur les connaissances, l'échange d'informations et la créativité -où la production est de plus en plus assurée par des machines perfectionnées-, la part sociale de la production tend à s'accroître.

Le temps hors emploi, essentiel à la formation et au développement du capital humain, est donc essentiel à la capacité contributive du travailleur.

La capacité contributive d'une personne ne peut s'épanouir que dans une société sûre (santé, sécurité publique, application de l'État de droit...), ayant accumulé des savoir-faire, des savoirs scientifiques et techniques, ayant mis en place des infrastructures adéquates (télécommunication, routes, bibliothèques...) et, bien entendu, encourageant la connaissance et l'apprentissage.

Page 91 : Sans l'apport juridique, social, culturel, technique, scientifique, informationnel et relationnel de la société, sans les coopérations sociales invisibles et un état d'esprit tourné vers l'innovation, le progrès technique serait incapable d'émerger.

Page 92 : Entreprendre, finalement, c'est recycler de la valeur (savoirs, procédés, etc.) essentiellement puisée dans le fonds commun de la société.

Page 93 : Le RU, à condition qu'il puise une part de ses ressources dans les revenus du capital, représente donc un outil de rééquilibrage des revenus, et donc de régulation des inégalités, susceptible de maintenir un équilibre social dont nous avons dit l'importance pour la production marchande elle-même...

Le RU constitue donc une étape de socialisation du revenu national, destinée à rééquilibrer un partage des ressources excessivement inégalitaires et sous-estimant le caractère social de la production.

III - Comment mettre en œuvre le revenu universel ?

Page 107 : En deçà d'un certain seuil de ressources, l'individu perçoit un revenu de la part de l'État (c'est l'impôt négatif) ; au-delà de ce seuil, il commence à payer des impôts (c'est l'impôt positif).

Page 108 : En fin de compte, la réforme se veut équitable, en transférant 40 milliards d'euros des ménages les plus aisés vers les plus modestes, soit un peu moins de 2 points du PIB de 2010.

Page 110 : L'impôt négatif épouse la logique d'une allocation ciblée vers les plus nécessiteux, alors que le RU est un dû inconditionnel, l'expression d'une rente productive.

Page 113 : Une autre stratégie consiste à considérer le RU... comme un processus de dédoublement progressif du revenu primaire, en salaire et en RU.

Page 118 : « *A l'heure de l'urgence écologique et de la réflexion sur des modalités économiques plus économes en ressources et notamment en énergies, et aussi plus sobres en termes de production et de consommation de biens, l'enjeu du ré-enracinement régional et local des activités économiques se pose avec une acuité croissante* » soulignent les économistes Michael Schuman et Raphaël Souchier.

CONCLUSION page 125

En proposant à tous un socle égalitaire de ressources, le revenu universel offre un rééquilibrage entre puissance collective et puissance individuelle.

Les protections et assurances collectives (droit du travail et conventions collectives, assurance maladie, prestations sociales...) constituent des héritages précieux du xx^e siècle, mais l'affaiblissement de ces institutions ainsi que le chômage de masse, la précarisation et la flexibilisation du travail ont laminé le pouvoir de l'individu. Il s'agit donc de retrouver un équilibre entre régulation par des institutions sociales et régulation par les citoyens.

Une société sans institutions sociales est vouée à marginaliser ses membres démunis de capital, mais, à l'inverse, une société sans un minimum d'autonomie individuelle cantonne l'État à un rôle d'assistance et condamne les personnes privées d'emploi à se percevoir comme des charges pour la collectivité. Or, l'individu a besoin de se considérer comme une force positive pour soi et pour la société. Le film *Moi, Daniel Blake*, du réalisateur britannique Ken Loach, illustre parfaitement la violence sociale du système d'assistance d'État et le besoin impérieux d'estime de soi pour vivre dans la dignité. Comme le précise Daniel à un employé de l'administration anglaise : « Sans amour-propre, on est foutu. »

L'État et la société doivent rompre avec cette pédagogie néfaste des coups de bâton et des menaces (la suppression des aides, par exemple), jugée nécessaire pour contrer une supposée oisiveté naturelle de l'être humain et – implicitement – maintenir un ordre social. L'inclusion pérenne de tous est indispensable dans une société qui aspire à la stabilité et à la cohésion.

Faire de l'emploi l'alpha et l'oméga de l'estime de soi, considérer le salariat comme la fin ultime de l'histoire sociale alors

même qu'il se délite, expose les sociétés à une montée des violences civiles. En brisant l'équation travail = emploi = intégration, le RU – en tant que nouveau pilier de l'ordre public social⁸⁷ – constitue un vecteur puissant de transformation du salariat.

Le RU est-il de gauche ou de droite ?

Outil de transformation sociale, le revenu universel est un objet politique en soi. À ce titre, il recouvre des intérêts divergents, de la gauche à la droite de l'échiquier. Sous une même dénomination, il peut dessiner un projet libéral aussi bien que socialiste ; soit deux visions très différentes de la société.

Soyons honnêtes : il n'est pas impossible, en effet, que le RU serve d'alibi pour accélérer l'affaiblissement de l'État-providence et de ses régulations collectives (à travers la suppression du smic et la remise en cause des allocations de substitution, notamment), comme certains, à droite, en ont le dessein. Mais rien n'est écrit, et l'inverse est tout aussi possible : faire du RU un outil pour renouer avec l'idée de progrès émancipateur.

Cette ambivalence ne doit pas effrayer. La pertinence systémique d'une idée ne saurait se mesurer à l'aune des seules circonstances politiques. Notre époque a besoin d'idées nouvelles. Après plus d'un demi-siècle d'échec relatif des politiques publiques pour renouer avec le plein-emploi et adapter notre modèle productif aux impératifs écologiques⁸⁸, le RU représente un instrument précieux pour repenser et dépasser le salariat, et, partant, redessiner une espérance collective en France et en Europe.